

Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 31 mars 2022 - à distance

Le trente-et-un mars deux mille vingt-deux, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 57 (dont 8 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (39) :

Simon Burkovic (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Bruno Tudor (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Yann Viguié (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Andy Kangoud (Châtillon), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Frédéric Raymond (Le Kremlin-Bicêtre), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Vincent Soulage (Nanterre), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Antoine Gougeon (Nogent-sur-Marne), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Emmanuel Lion (Versailles), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alix Bougeret (Région Ile-de-France), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants avec voix délibératives (8) :

Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), David Petiot (Cachan), Clauthilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Matthieu Devriendt (Montrouge), Sophie Delamotte (Suresnes), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Frank-Eric Morel (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest).

Excusés ayant donné pouvoir (10) :

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) à Patrice Pattée, Marc Feugère (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Serge Kehyayan (Clamart) à Mohamed Houcini, Christophe Paquis (Les Lilas) à Christophe Bernier, Pierrick Amella (Pantin) à Edith Felix, Julie Lefebvre (Romainville) à David Petiot, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à François Vauglin, Tiffany Culang (Saint-Mandé) à Marie-Hélène Magne, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Capucine du Sartel.

Suppléant sans voix délibérative :

Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre)

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (Autolib' et Velib' socle commun) de la séance du 17 février 2022
2. Délibérations :
 - Modification du tableau des emplois permanents et des effectifs
 - Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité, pour mener à bien un projet et pour remplacer des fonctionnaires et des agents contractuels indisponibles
 - Transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et adhésion à l'option Velib'
 - Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances
 - Rendu-compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence
3. Délibérations relatives au Budget principal :
 - Approbation du compte de gestion 2021
 - Approbation du compte administratif 2021
 - Affectation du résultat 2021
 - Approbation du budget primitif 2022
4. Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :
 - Approbation du compte de gestion 2021
 - Approbation du compte administratif 2021
 - Affectation du résultat 2021
 - Approbation du budget primitif 2022
5. Point divers :

Le Président a ouvert la séance à 11h08 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Madame Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 17 février 2022

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 17 février 2022.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 17 février 2022 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations :

- **Délibération 2022 04** - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique qu'afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat, il est proposé de modifier le tableau des emplois permanents en supprimant un emploi de technicien vacant et en créant, pour la direction des techniques, un emploi de Data Scientist relevant du cadre d'emplois des ingénieurs, en raison du volume de données générées par le service Velib', notamment dans la programmation de requêtes SQL, la gestion des stockages des données sur des sites sécurisés, la mise en ligne ou la récupération de flux open data et l'édition de rapports à la demande.

Le Président demande s'il y a des questions et en l'absence soumet la délibération 2022 04 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE, la suppression de l'emploi de technicien ; **APPROUVE**, la création d'un emploi du cadre d'emplois des ingénieurs et **AUTORISE** dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel et dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadres d'emplois	Grades	Cat.	Nbre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Administrateurs	Administrateur hors cl	A	1		
Attachés	Attaché hors cl	A	1		
	Attaché		6		
Rédacteurs	Rédacteur princ. 1 ^{re} cl	B	1		
	Rédacteur princ. 2 ^e cl		1		
	Rédacteur		2		
Adjoints administratifs	Adjoint administratif de 1 ^{re} cl	C	1		
	Adjoint administratif		2		
Ingénieurs en chef	Ingénieur en chef hors cl	A	2		
Ingénieurs	Ingénieur principal	A	3		
	Ingénieur	A	1		
	Ingénieur ; Ingénieur princ. ; Ingénieur hors cl	A	1	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Adjoints techniques	Adjoint technique	C	3		
Total des emplois			25		

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- **Délibération 2022 05 – Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement d'activité, un accroissement saisonnier d'activité, pour mener à bien un projet et pour remplacer des fonctionnaires et des agents contractuels indisponibles**

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique que cette délibération est soumise au Comité syndical pour permettre au Syndicat de recruter des agents contractuels sur des emplois non-permanents pour des besoins temporaires.

Le Président demande s'il y a des questions et en l'absence soumet la délibération 2022 05 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir avoir délibéré, à l'unanimité, VALIDE les recrutements dans les conditions prévues par les articles L.332-13, L.332-23 1° et 2° et L.332-24 à 26 du code général de la fonction publique, d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels indisponibles,
- pour mener à bien un projet en particulier.

CHARGE le Président de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité, au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels, pour mener à bien un projet en particulier.
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.
- procéder aux recrutements.

AUTORISE le Président à signer les contrats nécessaires.

PRECISE que les agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les articles L.713-1 et L.829-1 du code général de la fonction publique :

- le traitement indiciaire afférent aux emplois auxquels ils sont nommés,
- la participation à la protection sociale et éventuellement le supplément familial de traitement,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération.

En application des articles 5 et 39-1-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents qui à la fin de leur contrat n'auraient pu bénéficier de leurs congés annuels seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues pendant la durée du contrat et pourront également prétendre à l'indemnité de fin de contrat sous certaines conditions.

PRECISE que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- **Délibération 2022 06** – Transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de La commune de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et adhésion à l'option Velib'

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, explique que la ville de Villeneuve-la-Garenne, adhérente au Syndicat, souhaite également adhérer à la compétence optionnelle Velib'. Elle ajoute que le Conseil municipal de la commune de Villeneuve-la-Garenne, par délibération du 17 février 2022 a statué favorablement à cette demande et que c'est maintenant au Comité de l'approuver.

Le Président indique que c'est une excellente nouvelle et donne la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) indique qu'il serait intéressant d'avoir des informations concernant la commune notamment sa position géographique, le nombre d'habitants, sa superficie.

Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest) répond que c'est une commune de 25 000 habitants qui a des difficultés sociales et qui se situe dans les hauts-de-Seine. Il souhaite la bienvenue à cette commune.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) demande combien de stations y seront installées ?

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, précise qu'une étude est en cours et qu'elle sera rendue dans quelques semaines. Le 1^{er} diagnostic confirme l'intérêt à développer Velib' sur ce territoire faisant la jointure entre la partie Est et la partie Ouest qui est déjà desservie et cite Gennevilliers, La Garenne-Colombes,... Quant au nombre de stations, il est préférable d'attendre la fin de l'étude mais il pourrait s'agir de 5 stations.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) souhaite la bienvenue à Villeneuve-la-Garenne.

Christophe Bernier (Gennevilliers), souhaite la bienvenue à Villeneuve-la-Garenne et indique que cette adhésion est importante du point de vue des communes situées au Nord des Hauts-de-Seine puisque cela permet de faire la jonction avec la Seine-Saint-Denis et également de renforcer le maillage du réseau. Il ajoute que c'est d'autant plus symbolique puisque l'un des deux centres de maintenance de Velib' Métropole se trouve à Villeneuve-la-Garenne.

Le Président, en l'absence d'autre intervention, soumet la délibération 2022 06 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE, à l'unanimité, le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et APPROUVE l'adhésion de la ville de Villeneuve-la-Garenne à l'option Velib'.

- **Délibération 2022 07 – Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances**

Le Président donne la parole à M. Florent Texier.

Florent Texier (Directeur des finances) indique que par délibération 2021 31 du 13 décembre 2021, le Comité a autorisé le Président du Syndicat à créer une régie d'avance. Il ajoute que la mise en place d'une régie implique la nomination d'un régisseur titulaire et de son suppléant et le versement d'une indemnité de responsabilité. Il précise que le montant de l'indemnité de responsabilité varie selon l'importance des fonds maniés autorisés et qu'il est fixé à 110 euros.

Le Président, donne la parole aux membres et en l'absence intervention, soumet la délibération 2022 07 au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, AUTORISE, le Président à verser aux agents concernés une indemnité de responsabilité de 110 euros annuelle.

- **Délibération 2022 08 – Rendu-compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence**

Par délibération n°2020 16 du 2 octobre 2020, le Comité syndical a donné délégation de compétence au Président conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, le Président doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Il convient donc de procéder à cette formalité.

Le Président, donne la parole aux membres et en l'absence intervention, demande de prendre acte de la délibération 2022 08.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 11 mars 2022, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

RENDU-COMPTÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE

BC N°	Date d'émission	Service/ Fourniture	Nature de la prestation	Prestataire retenu	Montant HT	Budget concerné
VL220028	07/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	3 952,98 €	Velib
VL220029	07/02/2022	Service	Diagnostic amiante	Smovengo	440,70 €	Velib
VL220030	07/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	519,80 €	Velib
VL220031	08/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	545,76 €	Velib
VL220032	08/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	7 116,20 €	Velib
VL220033	08/02/2022	Service	Dépose station	Smovengo	20 801,06 €	Velib
VL220034	08/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	13 458,71 €	Velib
VL220035	09/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	3 234,66 €	Velib
VL220036	10/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	23 517,27 €	Velib
AD220014	14/12/2021	Service	Abonnement la Lettre du Cadre	Territorial	165,52 €	Autolib
AD220015	16/12/2021	Service	Abonnement la Gazette des Communes	Groupe Moniteur	367,29 €	Autolib
VL220037	16/12/2021	Service	Remise en état station Vélip suite convention tiers	Smovengo	1 095,12 €	Velib
VL220038	16/12/2021	Service	Remise en état station Vélip suite convention tiers	Smovengo	5 033,34 €	Velib
AD220016	21/02/2022	Service	Création visuel banderole salon Autonomy	Fabien Lenormand	450,00 €	Autolib
AD220017	21/02/2022	Service	Achat de fournitures	UGAP	378,72 €	Autolib
VL220039	23/02/2022	Service	Achat d'unités de publication nationale	DILA	720,00 €	Velib
AD220018	24/02/2022	Service	Impression visuel salon Autonomy	72-78	345,00 €	Autolib
VL220040	24/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220041	24/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	149,07 €	Velib
VL220042	01/03/2022	Service	Honoraires	Landot	2 940,00 €	Velib
VL220043	08/03/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220045	08/03/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220046	11/03/2022	Service	Achat pack jetons	SIG Image	1 900,00 €	Velib

3. Délibérations relatives au Budget principal :

- Délibération 2022 09 – Approbation du compte de gestion 2021 « Budget principal »

Le Président donne la parole à M. Florent Texier et lui demande de traiter l'ensemble des délibérations budgétaires et ensuite ouvrir les débats.

Florent Texier, Directeur des finances, commente ensuite les différentes slides partagées sur écran de la manière suivante :

Compte de gestion 2021 : il indique qu'il est conforme au compte administratif 2021 du budget Autolib' et qu'il n'amène aucun commentaire supplémentaire.

Compte administratif 2021 :

Concernant les dépenses : il indique que le compte administratif est marqué par la 3^e échéance de constitution des provisions pour 4 millions d'euros ce qui porte le montant total à 12 millions d'euros et précise qu'il faut continuer à provisionner pour atteindre les 20 millions d'euros actuellement budgétés. Il ajoute que l'autre principale dépense d'investissement est le remboursement du capital de l'emprunt s'accompagnant des intérêts, que ce sera l'avant dernière année pour le remboursement de l'emprunt et qu'au BP 2022 ce sera la dernière fois que cela sera inscrit.

Il conclut en indiquant que l'exécution 2021 est sans grande différence avec l'exécution 2020 faisant apparaître un résultat cumulé de fonctionnement positif et un résultat cumulé d'investissement négatif qui font un résultat total cumulé positif qui sera inscrit au budget primitif 2022.

Budget primitif 2022 Autolib' :

Concernant les dépenses : il indique qu'il n'y a pas vraiment de différence avec l'exécution 2021 puisque le montant des provisions au niveau des dépenses principales est identique ainsi que le remboursement d'emprunt en investissement avec des intérêts qui continuent à diminuer. Au niveau de l'équilibre du budget en recettes, on fait toujours appel aux contributions des collectivités avec un maintien à l'identique pour 2022 du montant des contributions 2021. Il conclut en indiquant qu'il y a une stabilisation des dépenses et des contributions des collectivités. Il redit que ce sera la dernière année qu'il y aura le remboursement de l'emprunt.

Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest) souligne que le fait d'approuver un compte de gestion ou un compte administratif ne vaut pas approbation de la politique suivie mais reconnaissance de la sincérité des comptes et trouve étrange que l'on puisse s'abstenir. Concernant le budget primitif, il indique que c'est l'occasion d'approuver ou de ne pas approuver ou de soutenir mollement une politique et il comprend que l'on puisse s'abstenir. Aujourd'hui, dit-il, il faut bien prendre en considération qu'il s'agit d'un budget en quelque sorte passif dans tous les sens du terme puisqu'il s'agit de projets passifs et que par conséquent, le fait de voter autre chose que l'approbation lui paraît dépourvu de sens dans la mesure où il n'y a rien d'autre à faire que ce qui est fait si ce n'est peut-être d'augmenter les provisions. Il termine en demandant des informations sur le contentieux Autolib'.

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, rappelle qu'il a été rendu compte de la phase de médiation en début d'année lors du Comité syndical. Cette phase étant terminée, sa clôture infructueuse est parvenue au tribunal administratif et nous sommes revenus dans le cadre classique de l'instruction avec un jugement attendu vers la fin de l'année 2022 ou au début de l'année 2023. Il informe les membres que le Syndicat a reçu pendant plusieurs mois des pièces qui du point de vue la SA Autolib' sont censées justifier leur demande indemnitaire sur les contrats avec les tiers. Il précise que l'examen de ces pièces est en cours de finalisation et qu'à l'aune de ces pièces nous pourrions indiquer aux membres si le montant provisionné, à 20 millions d'euros à ce jour, doit être augmenté.

Il rappelle aux membres que lors du vote de la provision pour le contentieux Autolib', plusieurs scénarios avaient été présentés aux élus, entre 15 et 50 millions d'euros et que le montant choisi par le Comité de 20 millions d'euros correspond à une moyenne basse par rapport aux risques envisagés. Il pourrait effectivement être proposé d'augmenter cette provision par application du principe comptable de prudence si l'analyse des pièces transmises par Autolib' aboutit à une évaluation du risque supérieure à ce montant. Il ajoute qu'au mois de juin, cette évaluation devrait être disponible. Il rappelle également aux membres que le montant qui sera décidé par le juge administratif ne sera pas suspensif et sera dû immédiatement. Il s'agira de gérer le paiement à la société Autolib' du montant arbitré par le juge.

En l'absence d'autres interventions, **le Président** propose aux membres de passer successivement au vote des délibérations relatives au Budget principal venant d'être débattues.

Le Président indique que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part, et soumet la délibération au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2021 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

- **Délibération 2022 10 – Approbation du compte administratif 2021 « Budget principal »**

Monsieur Sylvain Raifaud, Président du Syndicat, désigne **Monsieur Patrice Pattée pour présider le compte administratif** et quitte la séance.

Le Président, Patrice Pattée, donne la parole aux membres et en l'absence d'intervention soumet la délibération 2022 10 au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,

Vu les statuts du Syndicat,

Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,

Considérant que Monsieur Sylvain Raifaud, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2021 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section de Fonctionnement en euros :

- Recettes : **10 281 195,70 euros**
- Dépenses : **9 089 265,53 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2021 : **1 191 930,17 euros.**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 1 661 815,80 euros**, dont **469 885,63 euros** de report d'excédent de l'exercice 2020.

Section d'Investissement en euros :

- Recettes : **4 632 295,51 euros**
- Dépenses : **4 651 749,23 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2021 : **- 19 453,42 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **- 1 283 968,63 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2020 de : **- 1 264 515,21 euros.**

Soit un EXCEDENT global de clôture 2021 : + 377 847,17 euros

Article 2 : APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2021 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

A la suite du vote, **le Président Sylvain Raifaud** reprend la Présidence.

- **Délibération 2022 11 – Affectation du résultat 2021 « Budget principal »**

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 11 au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le compte de gestion 2021 du budget principal et le compte administratif 2019 du budget principal,

Vu les statuts du Syndicat,

Considérant les résultats cumulés 2021, faisant apparaître :

- Un déficit de la section d'investissement de : **- 1 283 968,63 euros**
- Un excédent de la section de fonctionnement de : **+ 1 661 815,80 euros**

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité,

Article 1^{er} : D'AFFECTER en réserves (article 1068) 1 283 968,63 € du résultat de fonctionnement cumulé pour financer une partie du besoin de financement de la section d'investissement,

Article 2^e : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement 377 847,17 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

- **Délibération 2022 12 – Approbation du Budget primitif 2022 « Budget principal »**

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 12 au vote.

Abstention (1): Maisons-Alfort

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M14,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2022 02 du 17 février 2022 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,*

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2022 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 10 762 726,61 euros
- Recettes : 10 762 726,61 euros

Investissement

- Dépenses : 5 971 964,32 euros
- Recettes : 5 971 964,32 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2022 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

Article 4 : APPROUVE la constitution de l'annuité 2022 relative à la provision pour risques et litiges d'un montant de **4 M€** conforme à l'instruction budgétaire sur la nature 6815.

4. Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :

Le Président rappelle que toutes les délibérations relatives au Budget annexe Velib', après débats, ont reçu un avis favorable unanime du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation Régie Velib' et qu'il faut maintenant les approuver.

- **Délibération 2022 13 – Approbation du compte de gestion 2021 « Budget annexe »**

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 13 au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,
Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,
Considérant :*

- *Qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2021 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2021 sont conformes.*

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1^{er} : STATUE sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021 du compte de gestion joint en annexe.

Article 2 : DECLARE que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2021 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : ADOPTE le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

- **Délibération 2022 14 – Approbation du compte administratif 2021 « Budget annexe »**

Monsieur Sylvain Raifaud cède la Présidence à **Monsieur Patrice Pattée pour le compte administratif** et quitte la séance.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 14 au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,

Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,

Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,

Considérant que Monsieur Sylvain Raifaud, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : DONNE ACTE des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2021 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

Section Fonctionnement :

- ***Recettes : 49 921 026,77 euros***
- ***Dépenses : 50 526 761,11 euros***

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 : - 605 734,34 euros.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : - 256 237,92 euros, compte tenu de l'excédent 2020 reporté de : + 349 496,42 euros.

Section Investissement :

- ***Recettes : 55 614,70 euros***
- ***Dépenses : 16 101,68 euros***

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2021 de : + 39 513,02 euros.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + 66 685,80 euros, compte tenu de l'excédent reporté de 2020 : + 27 172,78 euros.

Soit un DEFICIT global de clôture 2021 : - 189 552,12 euros

Article 2 : APPROUVE le compte administratif de l'exercice 2021 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

Le Président Sylvain Raifaud reprend ensuite la Présidence.

- **Délibération 2022 15 – Affectation du résultat 2021 « Budget annexe »**

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 15 au vote.

Abstention (1): Maisons-Alfort

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le compte de gestion 2021 et le compte administratif 2021,
Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 14,
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

CONSIDERANT les résultats cumulés 2021, faisant apparaître :

- *Un excédent de la section d'investissement de : + 66 685,80 euros*
- *Un déficit de la section de fonctionnement de : - 256 237,92 euros*

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité,

Article 1^{er} : D'AFFECTER en report à nouveau en section de fonctionnement : **256 237,92€**
(compte 002 : solde déficit reporté en dépenses de fonctionnement).

Il est proposé au Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (déficit à reporter en dépenses de fonctionnement) : 256 237,92 euros.

- **Délibération 2022 16 – Approbation du budget primitif 2022 « Budget annexe »**

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération 2022 16 au vote.

Abstention (1) : Maisons-Alfort

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat ;
Vu l'instruction budgétaire M14 ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;
Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib' ;
Vu la délibération 2021 02 du 18 février 2022 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;*

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1 : APPROUVE le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2022 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- *Dépenses : 55 919 564,80 euros*
- *Recettes : 55 919 564,80 euros*

Investissement

- *Dépenses : 131 881,42 euros*
- *Recettes : 131 881,42 euros*

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

5. Point divers

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur général du Syndicat, rappelle que les discussions avec Smovengo ainsi que les pénalités ont été évoquées précédemment et qu'il reste un certain nombre de critères de qualité du service qui ne font pas l'objet de pénalités mais qui pourraient le faire. Il indique que la démarche consiste à utiliser les leviers existant dans le cadre du marché pour contraindre le prestataire à respecter ses engagements. Il ajoute que dans cette perspective, des réunions ont eu lieu avec le Directeur général de Smovengo afin de désamorcer un certain nombre de points juridiques qui semblent faire obstacle à la négociation. Il précise que cela concerne notamment le coefficient de foisonnement évoqué précédemment qui concerne le rapport entre le nombre de bornettes et le nombre de vélos disponibles. Il indique que ce point est au cœur de l'ensemble des problématiques puisque plus on a de vélos, moins ils tournent et de ce fait, ils sont en meilleur état et la régulation est mieux assurée sur l'ensemble du réseau. Il insiste sur le fait que ce point est au cœur des préoccupations, c'est le 1^{er} sujet sur lequel une réponse de Smovengo est attendue afin qu'il respecte leurs engagements. Il s'agit donc de désamorcer les désaccords existants. Il cite les contrôles contradictoires avec Smovengo. Il conclut en indiquant que les membres seront tenus informés au travers des lettres que le Président envoie régulièrement à l'ensemble des communes adhérentes et lors du prochain Comité syndical.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), comprend qu'il y ait des clauses dans le contrat qui permettent d'attribuer des pénalités et demande si c'est la bonne solution. Cependant, dit-il, le droit c'est le droit et il s'applique à tout le monde. Il estime que le gros problème de Smovengo à traiter en priorité est la régulation.

Le Président indique qu'une meilleure régulation fait partie des attentes vis à vis de Smovengo. Il donne ensuite la parole à M. Hugues Celier pour présenter de façon très synthétique les 2 dispositifs, les évolutions envisagées sur le dispositif des minutes bonus et de stations +.

Hugues Celier, directeur des techniques, indique que le dispositif des minutes bonus doit évoluer à la fois compte tenu des nombreuses remarques formulées lors des réunions du Comité des usagers, et également des usagers estimant que le dispositif actuel était parfois un peu inéquitable et n'a pas été adapté avec la mise en place de la nouvelle grille tarifaire. Il est donc proposé de faire évoluer ce dispositif en incluant notamment :

- Un critère de station en altitude ;
- Une consommation des minutes bonus qui ne serait plus de 30 minutes mais qui serait ramenée à 15 minutes dans le cadre d'un dépassement d'une course ou de 45 minutes dans le cadre d'une course supplémentaire alors qu'aujourd'hui c'est 60 minutes.

Il précise aux membres que ce dispositif fera l'objet d'une présentation au prochain Comité des usagers, d'une discussion et d'une concertation et à l'issue pourra être présenté lors d'un prochain Comité syndical.

La 2^e disposition en lien avec les questions de régulation est la question des stations toujours pleines. Pourquoi sont-elles toujours pleines ? La mise en place du dispositif station + a été évaluée sur les 11 stations qui font l'objet d'une expérimentation depuis le mois d'avril 2021. Cette expérimentation est plutôt concluante en termes de régulation et en même temps aussi bien acceptée et adoptée par l'ensemble des usagers qui ont pratiqué et utilisé cette nouvelle fonctionnalité. Il rappelle que cette nouvelle fonctionnalité a été présentée aux membres et qu'elle n'est pas généralisable sur l'ensemble des stations du territoire puisqu'elle est consommatrice d'espace public. Le projet, aujourd'hui, est de regarder le fonctionnement de chaque station. Il ajoute qu'une étude a été réalisée sur les mois de juin et septembre 2021 qui sont des mois de forte fréquentation. Dans ce cadre, 7 types de comportement de station ont été caractérisés en fonction de leur environnement proche (lieux d'activité, zones résidentielles de logement, zones de sorties, zones de week-end (parcs ou bois) et dont le fonctionnement est complètement différent en fonction des heures. Nous avons ainsi les statistiques d'heures de remplissage avec un système de notation statistique et donc toute une analyse qui nous permet de dégager une première vague de 200 stations sur lequel on va regarder de manière très précise quelles sont les actions qui pourraient être mises en œuvre et les outils que nous avons à notre disposition pour pouvoir améliorer le dispositif. Il détaille ensuite les 3 outils à la disposition du service :

- Demander à Smovengo de mieux réguler les stations parce qu'elles sont souvent pleines alors qu'elles ne le devraient pas.
- Le développement de stations + qui vient répondre en journée à un problème de pic de saturation de la station.
- Augmenter la taille des stations en ajoutant des bornes.

Il termine en indiquant que toute cette analyse est en cours de finalisation et fera l'objet d'une présentation lors d'un prochain Comité.

Le Président donne ensuite la parole à Mme Marthe Ozbolt.

Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, informe les membres d'une campagne promotionnelle qui est en cours depuis le 18 mars et qui se prolongera jusqu'au 30 avril. Elle a pour objectif de dynamiser la souscription à l'offre V-plus qui est centrée sur l'usage du vélo mécanique. Elle précise que, pendant cette durée, le 1^{er} mois de l'abonnement sera gratuit pour l'utilisateur qui souscrit une 1^{re} souscription, un renouvellement de son abonnement, ou encore un passage à l'offre supérieure qui serait le passage de V-libre en V-plus. Elle ajoute que la gratuité de la 1^{re} mensualité est accordée à tout usager qui renseigne un code promotionnel « Printemps » au moment de la souscription. Cette campagne promotionnelle, dit-elle, est accompagnée d'une campagne publicitaire sur les réseaux sociaux avec des publications sponsorisées. Elle rappelle aux membres que pour l'offre V-plus, le prix de la mensualité varie de 1,55 euros dans le cas le plus bas avec un tarif préférentiel solidaire jusqu'à 3,10 euros pour le tarif normal. Elle termine en indiquant que les services communication des collectivités ont été informés de ce dispositif et ont reçu un kit de communication complet afin de relayer auprès des administrés cette opération.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président clôt la séance à 11h45.

La Secrétaire,

Geneviève Gaillabaud

Le Président,



Sylvain Raifaud

